

Service eau biodiversité risques  
Unité de gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DU 27 JUIN 2025**  
portant autorisation d'exploiter un pôle multi-activités de valorisation et  
de traitement de déchets non dangereux

**ECOSITE CROIX IRTELLE**  
**La Croix Irtelle 56250 LA VRAIE CROIX**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret n° 2018-458 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique n° 2716 ;

**VU** le décret du 7 mai 2025 nommant Monsieur Michaël GALY préfet du Morbihan ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique n° 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), n° 2712 (moyens de transport hors d'usage), n° 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), n° 2790 (traitement de déchets dangereux) ou n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral du 2 juillet 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de la Vilaine ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 mars 2021, complété le 17 avril 2024 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bretagne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne pour la période 2022/2027 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 fixant les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses issus des effluents aqueux, restant applicable à ce jour à la société ECOSITE CROIX IRTELLE ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié autorisant la société ECOSITE CROIX IRTELLE à exploiter au lieu-dit «La Croix Irteille» à LA VRAIE CROIX (56250) une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de tri de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, métaux ...), une aire de maturation de mâchefers et une unité de cogénération du biogaz ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2024 réduisant la capacité globale du site ;

**VU** la demande présentée le 8 février 2024, complétée les 9 février 2024, 12 juillet 2024 et 10 octobre 2024 par la société ECOSITE CROIX IRTELLE, dont le siège social est situé au lieu-dit « les Hêtres » à CHANGÉ (53810), en vue d'obtenir l'autorisation de développer ses activités, sur le territoire de la commune de LA VRAIE CROIX ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 7 octobre 2024 proposant l'institution de servitudes d'utilité publique autour du site et le projet d'arrêté correspondant ;

**VU** l'information de l'autorité environnementale du 20 septembre 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 16 décembre 2024 au 17 janvier 2025 inclus, sur le territoire de la commune de La Vraie Croix ;

**VU** les avis favorables des conseils municipaux de La Vraie Croix, Elven et Sulniac ;

**VU** l'avis défavorable du conseil municipal de Larré ;

**VU** l'absence de délibération des conseils municipaux de Le Cours et Tréfléan ;

**VU** l'avis favorable du syndicat de traitement des déchets du Sud Est du Morbihan (SYSEM) ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** les avis et observations exprimés dans le cadre de l'enquête publique ;

**VU** l'avis favorable du 18 février 2025 de la commissaire enquêtrice ;

**VU** le rapport et les propositions du 28 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 5 juin 2025 ;

**VU** l'arrêté du 24 juin 2025 instituant des servitudes d'utilité publique dans une bande de 200 mètres autour du site ;

**VU** le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire par courrier du 5 juin 2025 ;

**VU** la réponse du pétitionnaire par courriel du 16 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation des installations, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau, et qu'elles doivent permettre de prévenir les dangers et les inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier et les impacts ont été présentés pour une exploitation de 92 000 t/an jusqu'en 2032 et une dégressivité progressive qui conduirait à une fin d'exploitation en 2050 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2024 réduit la capacité annuelle de l'installation à 35 434 t/an dès mars 2027 sans modifier la capacité globale du site ;

**CONSIDÉRANT** que la réduction de capacité annuelle à capacité globale identique prolonge automatiquement la durée d'exploitation de plusieurs années ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure administrative a permis l'expression des différentes parties concernées ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**CONSIDÉRANT** que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral en date du 24 juin 2025 en application des articles L. 515-12 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société ECOSITE CROIX IRTELLE, dont le siège social est situé Lieu-dit « Les Hêtres » 53810 CHANGÉ est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié autorisant la société ECOSITE CROIX IRTELLE à exploiter au lieu-dit « La Croix Irtelle » à LA VRAIE CROIX (56250) un centre de stockage des déchets ménagers et assimilés, un centre de tri/transfert de déchets recyclables, une plateforme de maturation de mâchefers sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté préfectoral.

##### **ARTICLE 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité	Régime
2760-2b	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Capacité annuelle : 92 000 t/an jusqu'en mars 2027 ensuite 35 434 t/an jusqu'en fin d'année 2068, dont 3 500 t/an de déchets ultimes de plâtre pour une capacité totale de 91 111 t Capacité en masse projetée : 1 452 109 tonnes, en plus du tonnage global autorisé par l'arrêté du 26 octobre 2012 modifié	A
3540-1	Installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installation d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Capacité annuelle : 92 000 t/an jusqu'en mars 2027 ensuite 35 434 t/an jusqu'en fin d'année 2068, dont 3 500 t/an de déchets ultimes de plâtre pour une capacité totale de 91 111 t Capacité en masse projetée : 1 452 109 tonnes, en plus du tonnage global autorisé par l'arrêté du 26 octobre 2012 modifié	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j	Broyage et criblage de bois : 300 t/j pour 50 jours/an (15 000 t/an) Maturation de mâchefers : 143 t/j (52 000 t/an pour 365 jours, les mâchefers mûrissant en permanence) Centre de Tri Haute Performance (CTHP) : 200 t/j (50 000 t/an pour 250 jours travaillés) Soit un total maximum de 643 t/j	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Broyage et criblage de bois : 300 t/j pour 50 jours/an (15 000 t/an) Maturation de mâchefers : 143 t/j (52 000 t/an pour 365 jours, les mâchefers mûrissant en permanence) CTHP : 200 t/j (50 000 t/an pour 250 jours travaillés) Soit un total maximum de 643 t/j	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719, la surface étant supérieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Transit de métaux dans le cadre du Centre de Tri Haute Performance (CTHP) : 4 220 m <sup>2</sup> (surface totale du CTHP)	E

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Plateforme de bois : Regroupement et tri de bois : 20 000 m <sup>3</sup>  CTHP : Transit de papiers / cartons, plastiques, textiles, bois : 20 000 m <sup>3</sup>	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Maturation de mâchefers : 52 000 t/an pour un volume supérieur à 1 000 m <sup>3</sup>  CTHP : 50 000 t/an pour un volume supérieur à 1 000 m <sup>3</sup>	E
2910-B1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271 Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	Installation de valorisation du biogaz issu de l'ISDND constituée de : 4 moteurs d'une puissance totale de 3 MW (dont 0,937 MW électrique) 2 chaudières de 1 MW chacune	E
1532-2b	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des ERP, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> .	Dépôt de souches et bois naturels : 20 000 m <sup>3</sup>	D
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieur à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Criblage de ballasts, de balayures de voiries, de terres et autres déchets de construction et de démolition Puissance totale de l'installation : 200 kW	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5000 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Surface de la plateforme qui sera déplacée au fur et à mesure de l'exploitation de l'ISDND (tri de déchets inertes - terres et gravats, tri de déchets minéraux) : 10 000 m <sup>2</sup>	D

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration

## ARTICLE 1.2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales
2.1.5.0	A	<b>Rejet d'eaux pluviales</b> dans les eaux douces superficielles ou sur les sols ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure ou égale à 20 ha	Surface occupée par les installations, voies et aires de circulation au maximum de 38,7953 ha (surface totale du site)
1.1.1.0	D	<b>Sondage, forage</b> , y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines

(\*) A : autorisation ; D : déclaration

## ARTICLE 1.2.3 Situation de l'établissement

L'installation autorisée est située sur la commune de La Vraie Croix au lieu-dit « La Croix Irtelle » sur les parcelles section ZA n° 1, 3, 10, 12, 31, 32, 34, 35, 89, 91, 92, 101 à 106, 108, 109 et 119 représentant une surface totale d'environ 38 hectares 79 ares et 53 centiares, dont 14,2 hectares sont destinés à recevoir la zone de stockage de déchets.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont répertoriées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

## ARTICLE 1.2.4 Autres limites de l'autorisation

### 1.2.4.1 Capacités de l'ISDND

Les capacités sont définies en annexe 1 du présent arrêté.

### 1.2.4.2 Caractéristiques de l'installation

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure ou égale à 38 hectares 79 ares et 53 centiares.

La cote maximale de stockage des déchets est limitée à 163,7 m NGF et la hauteur maximale en sommet de couverture après remise en état est fixée à 164,5 m NGF.

### 1.2.4.3 Origine géographique des déchets

L'origine des déchets entrants dans l'ISDND a pour aire géographique le département du Morbihan ainsi que les départements limitrophes et dans la limite de 15 % du tonnage annuel du département de Loire Atlantique.

L'origine des déchets entrants dans le centre de tri haute performance (CTHP) ainsi que les mâchefers issus d'unités de valorisation énergétique de déchets non dangereux a pour origine le département du Morbihan ainsi que les départements limitrophes.

Des déchets provenant d'autres départements pourront être acceptés sous réserve que l'opération soit portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet pour avis avec tous les éléments d'appréciation.

#### **1.2.4.4 Déchets admis**

Les déchets qui peuvent être admis dans l'Écosite sont les suivants :

- les déchets des activités économiques en mélange ;
- les refus de tri non fermentescibles ;
- les déchets encombrants (tout venants de déchetteries) ;
- les ordures ménagères brutes (dans la limite de 10% du tonnage enfoui en cas d'arrêt ou panne d'installations de traitement) ;
- les mâchefers non valorisables issus de l'incinération des déchets.

Ils entrent dans le cadre des codes suivants de la classification des déchets définis en annexe 2.

#### **1.2.4.5 Déchets interdits**

Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans l'ISDND en plus de ceux prévus par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux ISDND :

- tous les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.

#### **ARTICLE 1.2.5 Consistance des installations autorisées**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, dispose des moyens d'exploitation suivants :

- un dispositif de contrôle est installé à l'entrée afin de mesurer le tonnage des déchets admis ;
- un dispositif de contrôle de non-radioactivité des chargements reçus est mis en place ;
- une zone d'isolement des déchets en décroissance ;
- un centre de tri haute performance ;
- une plate-forme de tri, préparation et de stockage de déchets de bois ;
- une zone de maturation et de stockage de mâchefers ;
- une unité de traitement des lixiviats ;
- une unité de cogénération de biogaz ;
- une plateforme logistique de stockage de bennes ;
- une plateforme de tri valorisation de déchets minéraux ;
- des moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie ;
- des locaux à l'usage du personnel.

#### **ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Le bénéficiaire de l'autorisation réalisera, ou fera réaliser sous sa responsabilité par un tiers, un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté, aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande avant la fin de la première année de mise en service. Ce rapport d'audit sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

L'arrêt de l'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux sera effectif au plus tard le **31 décembre 2068**. Cette durée correspond à la période d'apport des déchets. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

## **ARTICLE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, avant la réalisation du projet. Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer), avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **ARTICLE 1.5.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.4 Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

### **ARTICLE 1.5.5 Cessation d'activité**

En cas d'arrêt définitif de l'installation il sera fait application des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : parc photovoltaïque.

## **ARTICLE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 1.6.1 Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au 1.2.1.

#### ARTICLE 1.6.2 Montant des garanties financières

Périodes		Total HT (en euros)	Total TTC (en euros avec réévaluation selon TP01*)
2023-2026	Exploitation	1 782 678	4 413 606
2027-2068		857 758	2 123 662
2069-2073	Post-exploitation	643 318	1 592 747
2074-2078		482 489	1 194 560
2079-2083		482 489	1 194 560
2084-2088		477 664	1 182 614
2089-2093		454 254	1 124 655
2094-2098		431 991	1 069 535

\*TP01 AVRIL 1999 : 63,3 – TP01 DÉCEMBRE 2024 : 130,6

#### ARTICLE 1.6.3 Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### ARTICLE 1.6.4 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié.

#### ARTICLE 1.6.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### ARTICLE 1.6.6 Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.5.1 du présent arrêté.

#### ARTICLE 1.6.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 1.6.8 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement l'installation soumise à garantie financière ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

#### ARTICLE 1.6.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation de l'installation nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R 512-74 à R 512-80, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### ARTICLE 1.7 RUBRIQUE PRINCIPALE IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative à l'installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées.

### ARTICLE 1.8 RÉGLEMENTATION

#### ARTICLE 1.8.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23/01/97	arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
30/06/97	arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels "
30/06/97	arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "
02/02/98	arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Dates	Textes
11/09/03	arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du Code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
29/09/05	arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
31/01/08	arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
04/10/10	arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
18/11/11	arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux
15/02/16	arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
23/05/16	arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
15/12/16	arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration
06/06/18	arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
17/12/19	arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
12/01/21	arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/23	arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

#### ARTICLE 1.8.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.  
La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### ARTICLE 2.1 REJET ATMOSPHERIQUE

#### ARTICLE 2.1.1 Destruction du biogaz (torchères)

Les installations de destruction (torchères) sont conçues et exploitées afin de limiter les risques, nuisances et émissions dues à leur fonctionnement. Ces équipements sont munis d'un dispositif anti-retour de flamme.

Lors de la destruction par combustion, la température sera au moins de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Les émissions de chaque torchère devront respecter les seuils suivants :

- poussières < 10 mg/Nm<sup>3</sup>
- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>
- SO<sub>2</sub> < 300 mg/Nm<sup>3</sup>, si flux SO<sub>2</sub> supérieur à 25 kg/h.

#### ARTICLE 2.1.2 Valorisation énergétique du biogaz (moteurs de cogénération)

Les installations de valorisation du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les risques, nuisances et émissions dues à leur fonctionnement.

La teneur maximale en hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) du biogaz issu de l'installation de stockage, à l'entrée des groupes de cogénération et de la chaudière secours (en cas d'arrêt d'un ou plusieurs moteurs) dans lesquels il est valorisé, est inférieure à 560 mg/Nm<sup>3</sup>.

La hauteur des cheminées de rejet des moteurs et de la chaudière est de 18 m et la vitesse d'éjection des gaz est au minimum de 25 m/s.

Le biogaz est utilisé dans une installation de combustion de puissance thermique nominale 3MW fonctionnant plus de 500h/an.

Il est valorisé par 4 moteurs de cogénération dont un moteur de 637 kW et 3 moteurs de puissance 160 kW chacun produisant de l'électricité et de la chaleur alimentant un réseau de chaleur.

En cas de défaillance totale ou partielle de l'installation de cogénération, 2 chaudières de 1 MW prennent le relai pour l'alimentation du réseau de chaleur.

En cas d'excès de biogaz, ou d'indisponibilité des installations de valorisation du biogaz, celui-ci est brûlé par les torchères.

Les valeurs-limites d'émission des moteurs et de la chaudière sont fixées dans le tableau ci-dessous :

	SO2	NOx	Poussières	CO	COVnM	HAP	Métaux	Formaldéhyde
Pour chaque moteur de l'installation (en mg/Nm <sup>3</sup> , concentration rapportée à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15%)	60	190	150	450	50	/	/	15

Pour chaque chaudière de l'installation (en mg/Nm3, concentration rapportée à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3%)	170	200	50	250	50	0.1	cf article 62. VI de l'arrêté du 03/08/18 enregistrement	/
--	-----	-----	----	-----	----	-----	--	---

## ARTICLE 2.2 REJETS AQUEUX

### ARTICLE 2.2.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : les eaux domestiques, les eaux pluviales externes, les eaux pluviales internes, les eaux de drainage et les lixiviats.

### ARTICLE 2.2.2 - Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1				
Nature des effluents	Eaux pluviales internes Nord Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le ruisseau de Saint Christophe				
Exutoire du rejet	Coordonnées <sup>(1)</sup> : <table> <tr> <th>X</th><th>Y</th></tr> <tr> <td>234525,9216 m</td><td>312429,7343 m</td></tr> </table>	X	Y	234525,9216 m	312429,7343 m
X	Y				
234525,9216 m	312429,7343 m				
Débit maximal instantané	10 l/s				
Traitement avant rejet	bassins tampon de décantation , BT3, BT6, BT4				
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur				
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2				
Nature des effluents	Eaux pluviales internes Sud Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le plan d'eau « Les grandes eaux »				
Exutoire du rejet	Coordonnées <sup>(1)</sup> : <table> <tr> <th>X</th><th>Y</th></tr> <tr> <td>234744,818 m</td><td>311612,716 m</td></tr> </table>	X	Y	234744,818 m	311612,716 m
X	Y				
234744,818 m	311612,716 m				
Débit maximal instantané	10 l/s				
Traitement avant rejet	Bassin tampon BT5, BT1				
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur (noues d'infiltration)				
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3				
Nature des effluents	Lixiviats Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le ruisseau de Saint Christophe				
Exutoire du rejet	Coordonnées <sup>(1)</sup> : <table> <tr> <th>X</th><th>Y</th></tr> <tr> <td>234526,0987 m</td><td>312429,9573 m</td></tr> </table>	X	Y	234526,0987 m	312429,9573 m
X	Y				
234526,0987 m	312429,9573 m				
Débit maximal instantané	3 l/s				
Débit maximal journalier	80 m³/j				
Traitement avant rejet	Bassins tampons de stockage des lixiviats, traitement biologique en cuves, ultrafiltration, nanofiltration, charbon actif de déconcentration, bassin de stockage des lixiviats traités.				
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur ou recyclage interne au site				

<sup>(1)</sup> : Système de référence : Coordonnées Lambert II général relevé par géomètre GEOTOPO

### ARTICLE 2.2.3 – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30° C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

### ARTICLE 2.2.4 – Eaux sanitaires

Les eaux domestiques sont évacuées et traitées conformément aux normes et règlements en vigueur.

### ARTICLE 2.2.5 – Eaux pluviales et de drainage

Les eaux pluviales et de drainage sont collectées et dirigées vers les filières de traitement prévues à l'article 2.2.2. Elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur seulement si elles respectent avant rejet les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Références des rejets vers le milieu récepteur : N° 1 et 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.2.2)

Paramètres	Valeurs
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 30° C
MES	< 100 mg/l
DBO <sub>5</sub>	< 100 mg/l
DCO	< 300 mg/l
Azote global	< 30 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l

Le volume de rétention des eaux de ruissellement internes du projet est réparti en plusieurs bassins de stockage, en fonction du découpage en sous-bassin versant du projet :

- le bassin tampon n°1 (BT1) au sud-est du site et la bassin tampon n°4 (BT4), au nord-ouest du site avec des bassins intermédiaires d'écrtage ;
- le bassin tampon n°5 existant en amont du BT1 captant la partie sud-est de la couverture finale ;
- le bassin tampon n°6 (BT6) en amont du BT4 captant la partie nord-est de la couverture finale ;
- le bassin tampon n°3 de 950 m<sup>3</sup> en amont du BT4 captant les eaux de drainage.

Fonction	Écrêtage intermédiaire		Avant rejet au milieu naturel	
Bassins	BT5	BT6	BT4	BT1
Surface captée (m <sup>2</sup> )	19 500	25 300	173 600	48 600
Débit de fuite maximum (L/s)	39	45	52	15
Exutoire	BT1	BT4	Ruisseau	Fossé/ noue d'infiltration
Volume de rétention (m <sup>3</sup> )	350	400	5 930	1 550

#### ARTICLE 2.2.6 – Lixiviats

Les lixiviats sont collectés et dirigés vers les filières de traitement prévues à l'article 2.2.2. Après traitement, ils pourront être évacués vers le milieu récepteur en dehors de la période d'étiage allant du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre, à un débit maximal de 80 m<sup>3</sup>/jour, et seulement s'ils respectent avant rejet les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Références des rejets vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.2.2)

Paramètres	Valeurs	Flux
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	
Température	< 30° C	
MES	< 30 mg/l	2,4 kg/jour
DBO <sub>5</sub>	< 20 mg/l	1,6 kg/jour
DCO	< 120 mg/l	9,6 kg/jour
Carbone Organique Total (COT)	< 70 mg/l	5,6 kg/jour
Azote global	< 30 mg/l	2,4 kg/jour
Phosphore total	< 10 mg/l	0,8 kg/jour
Phénols	< 0,1 mg/l	8 g/jour
Métaux totaux <sup>1</sup>	< 15 mg/l	1,2 kg/j
Cr <sup>6+</sup>	< 0,1 mg/l	8 g/jour
Cr	< 4,3 mg/l	344 g/jour
Cd	< 0,015 mg/l	1,2 g/jour
Pb	< 0,5 mg/l	40 g/jour
Hg	< 0,05 mg/l	4 g/jour
As	< 0,02 mg/l	1,6 g/jour
Cu	< 0,1 mg/l	8 g/jour
Ni	< 2,1 mg/l	168 g/jour
Zn	< 0,3 mg/l	24 g/jour
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l	1,2 kg/jour
CN libres	< 0,1 mg/l	8 g/jour
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l	80 g/jour
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l	0,8 kg/jour
Substances nocives pour l'environnement		
Très toxiques	<0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j	
Toxiques	<1,5 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j	
Nocives	<8 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j	

<sup>1</sup> : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al.

Les lixiviats traités sont stockés avant rejet dans un bassin dénommé « bassin lixiviât » d'un volume de 9 600 m<sup>3</sup>.

La dilution des lixiviats et l'épandage des lixiviats non traités sont interdits.

Les lixiviats traités sont principalement destinés à être utilisés dans la gestion en mode bioréacteur des alvéoles de stockage des déchets ultimes, ainsi que pour l'arrosage des espaces verts et des pistes internes du site en dehors des périodes de rejet pour rabattre les poussières.

En cas d'impossibilité partielle ou totale de rejet ou de ré-utilisation selon les modalités décrites au paragraphe précédent, ceux-ci constituent des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté.

## ARTICLE 2.3 NIVEAUX ACOUSTIQUES

### Article 2.3.1 - Valeurs limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

### Article 2.3.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore admissible	Période de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h, (et dimanches et jours fériés)
ZER 1	48 dB(A) (L50)	Pas d'activité de nuit autre que la station de traitement des lixiviats et l'unité de cogénération du biogaz
ZER 2	55 dB(A)(L50)	
ZER 3	49 dB(A)(L50)	
ZER 4	48 dB(A)(L50)	

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée (« les Grandes Eaux », « La Billetterie », « Moustoir Maria » et « la Croix Irtelle ») sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

## ARTICLE 2.4 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

### ARTICLE 2.4.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,

- les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles applicables ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **ARTICLE 2.5 RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES À EFFECTUER PAR L'EXPLOITANT ET DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.5.1 Récapitulatif des contrôles à effectuer par l'exploitant**

L'exploitant effectue les contrôles suivants ainsi que ceux prévus par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables :

<b>Articles</b>	<b>Contrôles à effectuer</b>	<b>Périodicité du contrôle</b>
Art. 1.3	audit de conformité	6 mois après sa mise en service

### **ARTICLE 2.5.2 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants ainsi que ceux prévus par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables :

<b>Articles</b>	<b>Documents à transmettre</b>	<b>Périodicités / échéances</b>
Art. 1.6.3	attestation de constitution de garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 3.1 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Établissements Répertoriés. À ce titre l'exploitant transmet, à la demande du service départemental d'incendie et de secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan.

Un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable est apposée à l'entrée du site pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Le plan a les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, en particulier :

- un stockage permanent de 1 000 m<sup>3</sup> de matériaux incombustibles de couverture est disposé à proximité de l'alvéole en exploitation ;
- une réserve en eau d'extinction d'incendie constituée par les différents bassins de collecte des eaux de ruissellement du site (volume total disponible 8 230 m<sup>3</sup>) ;
- un sprinklage du CTHP comprenant une réserve d'eau de 1 250 m<sup>3</sup> alimentant une motopompe ;
- 2 citernes souples de 60 m<sup>3</sup> et 120 m<sup>3</sup> et une motopompe, situées en permanence au plus près de la zone exploitée afin de permettre aux pompiers de brancher rapidement leurs équipements ;
- 2 poteaux incendie à proximité du CTHP ;
- des RIA dans le CTHP ;
- des extincteurs dans les bâtiments en nombre suffisant et adaptés.

Ces bassins disposent des aménagements pour permettre la mise en place des engins de pompage.

Les réserves d'eau sont protégées sur leur périphérie au moyen d'une clôture munie d'un portillon d'accès.

Les locaux sont équipés d'extincteurs appropriés aux risques à prévenir et placés en accord avec le service de secours et d'incendie.

Les engins sont équipés d'extincteurs appropriés aux risques à prévenir.

Les locaux sont équipés d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

### **ARTICLE 3.2 CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION EN CAS D'INCENDIE**

L'établissement dispose d'une capacité de rétention pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites prévues à l'article 2.2.5 ou à défaut être éliminées :

- si l'incendie a lieu sur une alvéole de stockage de déchets ultimes, les eaux rejoignent le circuit des lixiviats, sont stockées dans les 2 lagunes tampons des lixiviats bruts (3700 et 2 500 m<sup>3</sup>) et la lagune complémentaire de 4620 m<sup>3</sup> puis sont traitées par la station d'épuration du site ;
- si l'incendie a lieu sur la plateforme mâchefers, les eaux sont stockées dans la lagune de pré-traitement de la plateforme (900 m<sup>3</sup>) puis rejoignent le circuit des lixiviats bruts ;
- si l'incendie a lieu sur la plateforme de valorisation du biogaz, elles sont dirigées vers la lagune tampon de lixiviat bruts ;
- si l'incendie a lieu sur le CTHP ou la plateforme bois, les eaux rejoignent le bassin tampon n°1 des eaux de ruissellement (1 550 m<sup>3</sup>).

### **ARTICLE 3.3 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE**

Un exemplaire du plan de défense incendie (PDI) doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Le P.D.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du PDI doivent être transmises au service départemental d'incendie et de secours.

Des exercices réguliers (au moins une fois tous les trois ans) sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le PDI.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

---

## **TITRE 4 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **ARTICLE 4.1 UNITÉ DE VALORISATION DES MÂCHEFERS**

#### **ARTICLE 4.1.1 Dispositions générales**

Les modalités de réception, gestion, traitement et valorisation des mâchefers respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

#### **ARTICLE 4.1.2 Règles d'aménagement**

Les aires de stockage et de traitement des mâchefers sont constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation de véhicules et matériels de manutention.

Les plateformes de stockage et traitement sont étanches et l'intégrité du dispositif d'étanchéité fait l'objet d'un contrôle régulier.

#### **ARTICLE 4.1.3 Registre des déchets**

L'exploitant tient à jour et à la disposition des installations classées un registre chronologique de l'ensemble des lots de mâchefers entrants sur le site et comprenant a minima les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le numéro de lot s'il s'agit de mâchefers, tel que défini à l'article 8.1.6 ;
- le numéro du box de stockage sur le site ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation.

#### **ARTICLE 4.1.4 Refus de déchets**

Tout refus de prise en charge d'un chargement de déchets par l'exploitant est signalé à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

L'exploitant tient à jour et à la disposition des installations classées un registre des refus.

#### **ARTICLE 4.1.5 Stockage des mâchefers**

Les mâchefers sont acceptés sur le site sous forme de lots tels que définis à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Les mâchefers sont stockés de manière à identifier chaque lot périodique. Chaque lot est référencé, identifié par un panneau spécifique.

Un plan de gestion des lots de mâchefers est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 4.1.6 Traitement des mâchefers

Le procédé de traitement des mâchefers est constitué des étapes suivantes :

- maturation ;
- déferraillage ;
- criblage ;
- concassage ;
- séparation des métaux ferreux et non ferreux.

Les eaux de ruissellement sont collectées puis dirigées vers le bassin de récupération des eaux de la plateforme mâchefers. Ces dernières sont traitées conformément au titre 2 du présent arrêté.

Les imbrûlés, les gravats, les métaux terreux et non ferreux sont séparés des mâchefers. Ils sont triés et stockés séparément dans des boxes dédiées en attente d'évacuation.

#### ARTICLE 4.1.7 Mâchefers non valorisables

En cas de non-respect des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié précité, les matériaux sont considérés comme des déchets et sont éliminés dans une installation autorisée.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de l'évacuation des mâchefers non valorisables, tenu à la disposition des installations classées pendant au moins trois ans.

### **ARTICLE 4.2 INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX**

#### ARTICLE 4.2.1 Dispositions générales

Les modalités de stockage de déchets non dangereux et de plâtre respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux ISDND.

#### ARTICLE 4.2.2 Barrière de sécurité passive

Casiers 14 et 15 :

- 1,5 mètres de sables argileux à 4 % en masse de bentonite et de perméabilité  $5.10^{-10}$  m/s en fond de casier et sur les talus sur une hauteur de 4 mètres par rapport au fond de forme reconstitué ;
- au-dessus des 4 mètres de hauteur et jusqu'en crête de chaque talus de casier, mise en place d'un géosynthétique bentonitique sodique aiguilleté (GSB) de perméabilité  $10^{-11}$  m/s, le géosynthétique étant ancré en tête et recouvrant «en tuile» le matériau de barrière passive du flanc avec un recouvrement d'au moins 60 centimètres. Un géotextile de protection sera mis en place sous le GSB pour le protéger du contact avec le terrain naturel ;
- recouvrement, par tuilage latéral, de la barrière passive selon l'ancienne conception sur au moins un mètre par le GSB.

#### ARTICLE 4.2.3 Rehaussement

La rehausse est constituée de 21 subdivisions.

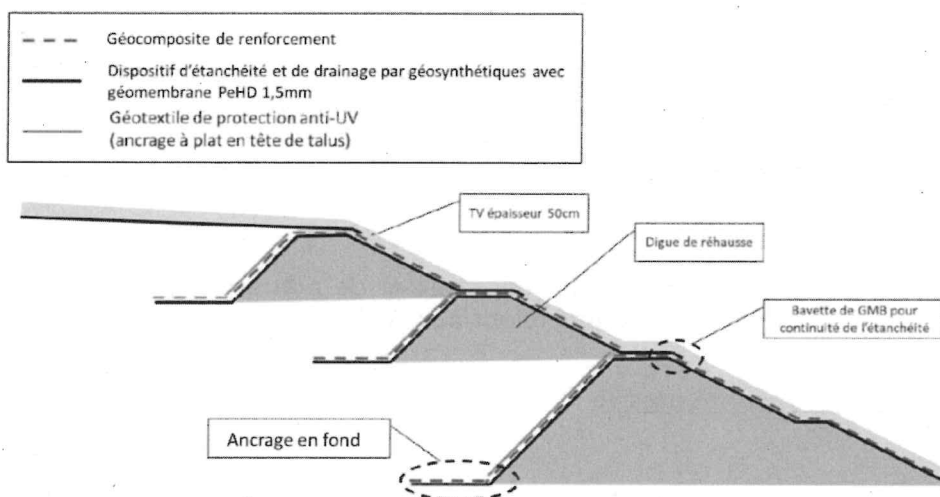
Lors des phases 2 et 3, le fond de forme des subdivisions en rehausse est la toiture du massif de déchets existant. Les couvertures des casiers existants sont démantelées par unité de surface inférieure à 7 000 m<sup>2</sup>.

Les digues de rehausse et la partie sommitale doivent respecter les mesures décrites dans l'étude d'équivalence de la couverture du dossier de demande d'autorisation (annexe 14 PJ 46 du descriptif technique des installations).

Les digues de rehausse sont composées :

- d'un corps de digues constitué de matériaux dont les paramètres de cisaillement et le protocole de mise en oeuvre permettront de garantir la stabilité ;
- d'un géotextile anticontaminant ;
- d'une géomembrane raccordée à la géomembrane de la couverture existante ou posée en tuilage en tête de digue de rehausse précédente ;
- d'un géocomposite de drainage ;
- d'un géocomposite de renforcement dûment dimensionné (selon l'étude d'équivalence en couverture en Annexe 14 de PJ46 du dossier de demande d'autorisation, le géocomposite de renforcement doit présenter une résistance ultime d'interaction supérieure à 77,5 kN/m) ;
- d'une couche de terre végétale de 50 cm végétalisée afin de garantir une bonne intégration paysagère.

Schéma de principe de l'équipement des digues de rehausse (selon étude de stabilité en annexe 12 PJ46 du dossier de demande d'autorisation).



#### ARTICLE 4.2.4 Casier de plâtre

L'exploitation en rehausse du casier plâtre est conduite sur le même principe que sur le reste de l'ISDND, à savoir démantèlement de la couverture existante et construction de digues de rehausse à l'avancement.

### ARTICLE 4.3 CENTRE DE TRI HAUTE PERFORMANCE ET PLATEFORME DE VALORISATION DES MATÉRIAUX ALTERNATIFS

Le centre de tri haute performance doit produire du combustible solide de récupération (CSR). Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés comme défini dans le dossier de demande d'autorisation de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Le CTHP est constitué de trois zones séparées d'un mur coupe feu REI 120, avec un dépassement de 1 m en toiture. Les murs périphériques des zones seront coupe-feu REI 120 sur 5 m de hauteur, puis en bardage métallique.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

---

## TITRE 5 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET LEURS EFFETS

---

### ARTICLE 5.1 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 5.1.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant procède au moins mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>.

Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl, HF et poussières, issues des torchères font l'objet d'une campagne annuelle d'analyses par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement.

Les paramètres de combustion des moteurs de cogénération et de la chaudière de secours ainsi que leurs émissions en O<sub>2</sub>, NOX, SO<sub>2</sub>, poussières, CO et COVNM font l'objet d'une campagne annuelle de mesures par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Le premier contrôle est effectué 6 mois au plus tard après la mise en service des installations.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à dire 273°K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 5% pour les moteurs et de 3% pour les chaudières sur gaz sec.

Un renforcement des analyses voire une campagne d'évaluation de l'impact olfactif pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées en cas de production anormale ou de fortes émissions odorantes, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### ARTICLE 5.1.2 Autosurveillance des eaux

Les débits de rejet au milieu naturel sont mesurés chaque jour. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### Article 5.1.2.1

Avant rejet dans le milieu récepteur, les eaux pluviales internes et les eaux de drainage collectées dans les réseaux décrits à l'article 2.2.2 font l'objet chaque mois d'une analyse du pH et une mesure de la résistivité (ou conductivité) et chaque semestre d'une analyse de l'ensemble des paramètres visés à l'article 2.2.5. En cas d'anomalie, l'ensemble des paramètres visés à l'article 2.2.5 sont à nouveau analysés.

##### Article 5.1.2.2

Avant rejet dans le milieu récepteur, les lixiviats collectés dans les réseaux décrits à l'article 2.2.2 font l'objet des analyses suivantes, à la sortie de la filière de traitement :

⇒ mesure en continu du débit, du pH et de la résistivité (ou conductivité) ;

- ⇒ mesure mensuelle sur MES, COT, DCO, DBO<sub>5</sub>, Azote total, Phosphore total, métaux totaux, hydrocarbures totaux et phénols, sauf en période de rejet au ruisseau Saint Christophe où la mesure sera hebdomadaire ;
- ⇒ mesure annuelle sur arsenic, fluor et ses composés, cyanures libres et composés organiques halogénés.

Les prélèvements hebdomadaires, mensuels et annuels sont effectués sur 24 h proportionnellement au débit.

#### Article 5.1.2.3 Eaux souterraines

L'exploitant installe sur le site d'un réseau de contrôle de la qualité des aquifères susceptible d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins cinq piézomètres de contrôle (1 en amont et 4 en aval). Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11 : 2009 », et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2017 ou toute autre norme en vigueur au moment du prélèvement.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Trimestriellement, les eaux souterraines de chaque piézomètre font l'objet de contrôle sur :

- le pH ;
- le potentiel d'oxydoréduction ;
- la résistivité (ou conductivité) ;
- le COT ;
- le niveau piézométrique.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Ces mesures sont réalisées pendant la phase d'exploitation et la période de suivi.

Le contrôle des eaux souterraines de sub-surface, issues des dispositifs de rabattement, feront l'objet des mêmes contrôles, aux mêmes fréquences, que ceux effectués sur les eaux souterraines des piézomètres.

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats de tous les contrôles d'analyse sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures prévues à l'alinéa suivant sont mises en œuvre.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse pour chaque analyse un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

#### Article 5.1.2.4 Bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

#### Article 5.1.2.5 Surveillance du milieu naturel

L'exploitant vérifie tous les deux ans la qualité hydrobiologique du ruisseau du Saint Christophe par la détermination de l'indice invertébrés multimétrique (I2M2) et de l'indice biologique des diatomées (IBD) en amont et en aval du point de rejet des lixiviats et effluents traités selon les normes en vigueur.

### ARTICLE 5.1.3 Tracabilité des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon les registres établis conformément à la réglementation en vigueur. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les justificatifs doivent être conservés 10 ans.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

### ARTICLE 5.1.4 Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au plus tard 6 mois après la publication du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée, tous les 3 ans, aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, et à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## **ARTICLE 5.2 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 5.2.1 Analyse et transmission des résultats de la surveillance des eaux résiduaires**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

### **ARTICLE 5.2.2 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 5.1.5 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## **ARTICLE 5.3 BILANS PÉRIODIQUES**

### **ARTICLE 5.3.1 Bilans et rapports annuels**

#### **Article 5.3.1.1 Bilan environnemental annuel**

L'exploitant adresse au préfet (direction départementale des territoires et de la mer), au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées : la masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.3.1.2 Rapport annuel d'activité**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant :

- un état des tonnages de déchets reçus ;
- la liste et les motifs des refus d'admission ;
- un résumé des travaux de terrassement, réaménagement et équipements effectués accompagné des conclusions des rapports de réception prévus par le présent arrêté ;
- une synthèse des mâchefers: producteurs et provenance, quantités reçues, quantités et lieux d'utilisation des matériaux routiers et alternatifs, état des stocks, refus... ;
- une synthèse sur la collecte et le traitement du biogaz (article 21 AM du 15/02/2016) ;
- une synthèse sur les prélèvements et rejets d'eaux : analyses , débits...(article 24 et 24 bis AM du 15/02/2016) ;
- un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie (article 24 ter AM du 15/02/2016) ;

- les relevés topographiques et l'évaluation des capacités d'accueil de déchets disponibles restantes (article 25 AM du 15/02/2016) ;
- synthèse des incidents et accidents ;
- synthèse des déchets produits.

---

## **TITRE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 6.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télerecours citoyens», accessible par le site internet [«www.telerecours.fr»](http://www.telerecours.fr) :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **ARTICLE 6.2 PUBLICITÉ – INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de La Vraie Croix et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **ARTICLE 6.3 SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 6.4 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du département du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, inspection des installations classées, le maire de la commune de La Vraie Croix, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **27 JUIN 2025**

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,  
La secrétaire générale adjointe,

  
Marie WENCKER

#### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- M. le directeur de la société ECOSITE CROIX IRTELLE - les Hêtres - 53811 Changé
- Mmes et MM les maires de La Vraie Croix, Elven, Larré, Le Cours, Sulniac et Tréfléan
- M. le président du SYSEM
- M. le DREAL - unité départementale du Morbihan - 34 rue Jules Legrand - 56100 Lorient
- Mme Michèle PHILIPPE, commissaire enquêtrice

## ANNEXE 1 CASIERS

Vannes, le .....

	Casier	Superficie à la base de la subdivision (m²)	Superficie de la couverture de la subdivision	Hauteur de déchets (m)	Volume stockés (m³)	Tonnage stocké (tonnes)
En cours d'exploitation	1	4 830	9 201	21	2 054 580	1 787 485
	2	4 859	12 572	24		
	3	5 015	12 490	21		
	4	2 902	4 893	18		
	Plâtre 5 a	2 255	4 010	14		
	6 a	1 916	6 189	28		
	6 b	2 013	5 266	30		
	7 a	4 413	7 796	22		
	7 b	3 811	8 520	21		
	8 a	2 182	6 242	22		
	8 b	4 503	11 362	27		
	9 a	5 062	11 671	23		
	9 b	3 234	6 072	30		
	10	4 643	7 403	23		
	11	3 116	5 748	31		
	12	5 434	9 402	23		
	13	4 124	6 684	30		
	Plâtre 5 b1	644	1 823	13	29 189	29 189
	Plâtre 5 b2	497	1 997	15		
A exploiter	14	6 268	12 307	22	202 184	175 900
	15	5 251	7 216	27	202 184	175 900
	Complément 7a	2 236	6 000	7	26 437	23 000
	S 1	7 691	5 195	8,17	55 792	45 973
	S 2	6 871	6 640	5,61	44 496	35 841
	S 3	6 954	6 032	10,07	52 442	41 971
	S 4	7 465	7 697	7,02	6 325	36 837
	S 5	8 193	6 136	5,79	44 266	22 352
	S 6	7 480	6 829	5,78	33 042	29 617
	S 7	8 075	7 200	4,47	38 543	20 834
	S 8	10 066	1 876	16,07	31 697	83 383
	S 9	6 142	1 940	15,95	98 462	64 371
	S 10	7 219	2 953	14,37	73 923	76 613
	S 11	5 064	2 210	13,19	79 763	58 446
	S 12	4 655	2 594	12,89	52 101	49 262
	S 13	5 316	4 183	11,42	48 868	50 294
	S 14	4 609	2 053	14	57 653	43 182
	S 15	2 703	2 392	15,59	48 238	48 823
	S 16	2 034	5 080	16,64	40 225	45 661
	S 17	5 160	3 313	17,79	57 791	62 951
	S 18	1 509	3 709	17,13	76 567	55 964
	S 19	3 437	3 480	16,21	43 989	48 345
	S 20	8 080	4 458	14,7	59 814	42 320
	S 21	995	6 105	17	94 012	52 349
	Plâtre 5 b3	1 856	2 390	18,27	61 922	61 922

## ANNEXE 2 CODES DÉCHETS

- Nature des déchets admissibles dans le centre de tri et de transfert des déchets non dangereux, la plate-forme de tri du bois et de la plate-forme de déferrailage et maturation des mâchefers.

Désignation (*)	Codes
<b>déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments</b>	<b>02</b>
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	02 01 01 - 02 01 04 - 02 01 07 - 02 01 10 - 02 01 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	02 02 01 - 02 02 04 - 02 02 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	02 03 01 - 02 03 05 - 02 03 99
Déchets de la transformation du sucre	02 04 99
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05 02 - 02 05 99
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	02 06 03 - 02 06 99
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	02 07 05 - 02 07 99
<b>déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton</b>	<b>03</b>
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles	03 01 01 - 03 01 05 - 03 01 99
Déchets des produits de protection du bois	03 02 99
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	03 03 01 - 03 03 02 - 03 03 05 - 03 03 07 - 03 03 08 - 03 03 09 - 03 03 10 - 03 03 11 - 03 03 99
<b>déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile</b>	<b>04</b>
Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure	04 01 01 - 04 01 02 - 04 01 07 - 04 01 09 - 04 01 99
Déchets de l'industrie textile	04 02 09 - 04 02 15 - 04 02 17 - 04 02 20 - 04 02 21 - 04 02 22 - 04 02 99
<b>déchets des procédés de la chimie minérale</b>	<b>06</b>
boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02.	06 05 03
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration	06 06 03
Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium	06 07 99
Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs	06 13 03
<b>déchets des procédés de la chimie organique</b>	<b>07</b>
Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base	07 01 12
Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques :	07 02 12 - 07 02 13 - 07 02 15 - 07 02 17 - 07 02 99
Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	07 03 12 - 07 03 99
Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides	07 04 12 - 07 04 99
Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques	07 05 12 - 07 05 14 - 07 05 99
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	07 06 12 - 07 06 99
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	07 07 12 - 07 07 99
<b>déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (ffdu) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression</b>	<b>08</b>
Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis :	08 01 12 - 08 01 14 - 08 01 18 -

Désignation (*)	Codes
Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)	08 02 99
Déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression	08 03 13 - 08 03 15 - 08 03 18 - 08 03 99
Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)	08 04 10 - 08 04 12 - 08 04 99
<b>déchets provenant de l'industrie photographique</b>	<b>09</b>
Déchets de l'industrie photographique	09 01 08
<b>déchets provenant de procédés thermiques</b>	<b>10</b>
Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)	10 01 01 - 10 01 05 - 10 01 07 - 10 01 15 - 10 01 21 - 10 01 24 - 10 01 25 - 10 01 26 - 10 01 99
Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier	10 02 12 - 10 02 14 - 10 02 15 - 10 02 99
Déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium	10 03 02 - 10 03 05 - 10 03 18 - 10 03 28 -
Déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb	10 04 10 - 10 04 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc	10 05 09
Déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre	10 06 10
Déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine	10 07 08 - 10 07 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux	10 08 13 - 10 08 14 - 10 08 18 - 10 08 20 - 10 08 99
Déchets de fonderie de métaux ferreux	10 09 06 - 10 09 08 - 10 09 14 - 10 09 16 - 10 09 99
Déchets de fonderie de métaux non ferreux	10 10 06 - 10 10 08 - 10 10 14 - 10 10 16 - 10 10 99
Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers	10 11 03 - 10 11 10 - 10 11 12 - 10 11 14 - 10 11 16 - 10 11 18 - 10 11 20 - 10 11 99
Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction	10 12 01 - 10 12 05 - 10 12 06 - 10 12 08 - 10 12 10 - 10 12 12 - 10 12 13 - 10 12 99
Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés	10 13 01 - 10 13 04 - 10 13 07 - 10 13 11 - 10 13 13 - 10 13 14 - 10 13 99
<b>déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux</b>	<b>11</b>
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)	11 01 10 - 11 01 14 - 11 01 99
Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux	11 02 03 - 11 02 06 - 11 02 99
<b>déchets provenant de la mise en forme du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques</b>	
Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques	12 01 01 - 12 01 03 - 12 01 05 - 12 01 13 - 12 01 15 - 12 01 17 - 12 01 21 - 12 01 99
<b>emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs</b>	<b>15</b>
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	15 01 01 - 15 01 02 - 15 01 03 - 15 01 04 - 15 01 05 - 15 01 06 - 15 01 07 - 15 01 09
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection	15 02 03
<b>déchets non décrits ailleurs dans la liste</b>	<b>16</b>
Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08)	16 01 03 - 16 01 17 - 16 01 18 - 16 01 19 - 16 01 20 - 16 01 22 - 16 01 99
Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques	16 02 14 - 16 02 16
Loupés de fabrication et produits non utilisés	16 03 04
<b>déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)</b>	<b>17</b>
Béton, briques, tuiles et céramiques	17 01 01 - 17 01 02 - 17 01 03 - 17 01 07
Bois, verre et matières plastiques	17 02 01 - 17 02 02 - 17 02 03
Métaux (y compris leurs alliages)	17 04 01 - 17 04 02 - 17 04 03 - 17 04 04 - 17 04 05 - 17 04 06 - 17 04 07 - 17 04 11
Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage	17 05 04 - 17 05 06 - 17 05 08
Matériaux de construction à base de gypse	17 08 02

Désignation (*)	Codes
Autres déchets de construction et de démolition	17 09 04
<b>déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)</b>	<b>18</b>
Déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme	18 01 04
Déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux	18 02 03
<b>déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel</b>	<b>19</b>
Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets	19 01 02 - 19 01 12 - 19 01 16 - 19 01 18 - 19 01 19 - 19 01 99
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)	19 02 03 - 19 02 06 - 19 02 10 - 19 02 99
Déchets stabilisés/solidifiés (4)	19 03 05-
Déchets de compostage	19 05 01 - 19 05 02 - 19 05 03 - 19 05 99
Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets	19 06 04 - 19 06 06 - 19 06 99
Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 01 - 19 08 02 - 19 08 05 - 19 08 12 - 19 08 14 - 19 08 99
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel	19 09 01 - 19 09 02 - 19 09 03 - 19 09 99
Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux	19 10 01 - 19 10 02 - 19 10 06
Déchets provenant de la régénération de l'huile	19 11 06 - 19 11 99
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs	19 12 01 - 19 12 02 - 19 12 03 - 19 12 04 - 19 12 05 - 19 12 07 - 19 12 06 - 19 12 08 - 19 12 09 - 19 12 10 - 19 12 12
Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines	19 13 02 - 19 13 04 - 19 13 06 -
<b>déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément</b>	<b>20</b>
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	20 01 01 - 20 01 02 - 20 01 10 - 20 01 11 - 20 01 36 - 20 01 38 - 20 01 39 - 20 01 40 - 20 01 41 - 20 01 99
Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	20 02 01 - 20 02 02 - 20 02 03
Autres déchets municipaux	20 03 01 - 20 03 02 - 20 03 03 - 20 03 04 - 20 03 06 - 20 03 07 - 20 03 99

(\*) sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002.

• **Nature des déchets admissibles en ISDND :**

Désignation (*)	Codes
<b>déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments</b>	<b>02</b>
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	02 01 01 - 02 01 04 - 02 01 07 - 02 01 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	02 02 01 - 02 02 04 - 02 02 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	02 03 01 - 02 03 05 - 02 03 99
Déchets de la transformation du sucre	02 04 99
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05 02 - 02 05 99
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	02 06 03 - 02 06 99
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	02 07 05 - 02 07 99

Désignation (*)	Codes
<b>déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton</b>	<b>03</b>
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles	03 01 99
Déchets des produits de protection du bois	03 02 99
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	03 03 02 - 03 03 05 - 03 03 07 - 03 03 08 - 03 03 09 - 03 03 10 - 03 03 11 - 03 03 99
<b>déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile</b>	<b>04</b>
Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure	04 01 01 - 04 01 02 - 04 01 07 - 04 01 09 - 04 01 99
Déchets de l'industrie textile	04 02 09 - 04 02 15 - 04 02 17 - 04 02 20 - 04 02 21 - 04 02 22 - 04 02 99
<b>déchets des procédés de la chimie minérale</b>	<b>06</b>
boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02.	06 05 03
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration	06 06 03
Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium	06 07 99
Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs	06 13 03
<b>déchets des procédés de la chimie organique</b>	<b>07</b>
Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base	07 01 12
Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques :	07 02 12 - 07 02 13 - 07 02 15 - 07 02 17 - 07 02 99
Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	07 03 12 - 07 03 99
Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides	07 04 12 - 07 04 99
Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques	07 05 12 - 07 05 14 - 07 05 99
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	07 06 12 - 07 06 99
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	07 07 12 - 07 07 99
<b>déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (ffdu) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression</b>	<b>08</b>
Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis :	08 01 12 - 08 01 14 - 08 01 18 -
Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)	08 02 99
Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression	08 03 13 - 08 03 15 - 08 03 18 - 08 03 99
Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)	08 04 10 - 08 04 12 - 08 04 99
<b>déchets provenant de l'industrie photographique</b>	<b>09</b>
Déchets de l'industrie photographique	09 01 08
<b>déchets provenant de procédés thermiques</b>	<b>10</b>
Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)	10 01 01 - 10 01 05 - 10 01 07 - 10 01 15 - 10 01 21 - 10 01 24 - 10 01 25 - 10 01 26 - 10 01 99
Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier	10 02 12 - 10 02 14 - 10 02 15 - 10 02 99
Déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium	- 10 03 18 - 10 03 28 -
Déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb	10 04 10 - 10 04 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc	10 05 09
Déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre	10 06 10
Déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine	10 07 08 - 10 07 99
Déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux	10 08 13 - 10 08 18 - 10 08 20 - 10 08 99
Déchets de fonderie de métaux ferreux	10 09 06 - 10 09 08 - 10 09 14 - 10 09 16 - 10 09 99

Désignation (*)	Codes
Déchets de fonderie de métaux non ferreux	10 10 06 - 10 10 08 - 10 10 14 - 10 10 16 - 10 10 99
Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers	10 11 03 - 10 11 10 - 10 11 12 - 10 11 14 - 10 11 16 - 10 11 18 - 10 11 20 - 10 11 99
Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction	10 12 01 - 10 12 05 - 10 12 06 - 10 12 08 - 10 12 10 - 10 12 12 - 10 12 13 - 10 12 99
Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés	10 13 01 - 10 13 04 - 10 13 07 - 10 13 11 - 10 13 13 - 10 13 14 - 10 13 99
<b>déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux</b>	<b>11</b>
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)	11 01 10 - 11 01 14 - 11 01 99
Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux	11 02 03 - 11 02 06 - 11 02 99
<b>déchets provenant de la mise en forme du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques</b>	<b>12</b>
Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques	12 01 05 - 12 01 13 - 12 01 15 - 12 01 17 - 12 01 21 - 12 01 99
<b>emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs</b>	<b>15</b>
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	15 01 01 - 15 01 02 - 15 01 05 - 15 01 06 - 15 01 07 - 15 01 09
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection	15 02 03
<b>déchets non décrits ailleurs dans la liste</b>	<b>16</b>
Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08)	16 01 19 - 16 01 99
Loupés de fabrication et produits non utilisés	16 03 04
<b>déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)</b>	<b>17</b>
Béton, briques, tuiles et céramiques	17 01 01 - 17 01 02 - 17 01 03 - 17 01 07
Bois, verre et matières plastiques	17 02 02 - 17 02 03
Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage	17 05 04 - 17 05 06 - 17 05 08
Matériaux de construction à base de gypse	17 08 02
Autres déchets de construction et de démolition	17 09 04
<b>déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)</b>	<b>18</b>
Déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme	18 01 04
Déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux	18 02 03
<b>déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel</b>	<b>19</b>
Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets	19 01 12 - 19 01 16 - 19 01 18 - 19 01 19 - 19 01 99
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)	19 02 03 - 19 02 06 - 19 02 10 - 19 02 99
Déchets de compostage	19 05 01 - 19 05 02 - 19 05 03 - 19 05 99
Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets	19 06 04 - 19 06 06 - 19 06 99
Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 01 - 19 08 02 - 19 08 05 - 19 08 12 - 19 08 14 - 19 08 99
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel	19 09 01 - 19 09 02 - 19 09 03 - 19 09 99
Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux	19 10 06
Déchets provenant de la régénération de l'huile	19 11 06 - 19 11 99
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs	19 12 01 - 19 12 04 - 19 12 07 - 19 12 06 - 19 12 08 - 19 12 09 - 19 12 10 - 19 12 12

Désignation (*)	Codes
Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines	19 13 02 - 19 13 04 - 19 13 06 -
<b>déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément</b>	<b>20</b>
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	20 01 10 - 20 01 11 - 20 01 38 - 20 01 39 - 20 01 41 - 20 01 99
Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	20 02 02 - 20 02 03
Autres déchets municipaux	20 03 01 - 20 03 02 - 20 03 03 - 20 03 04 - 20 03 06 - 20 03 07 - 20 03 99

(\*) sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002.

### ANNEXE 3 PLAN DES ZONES À ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE

